

Économie picarde

Lettre d'information économique et sociale de la CGT INSEE PICARDIE - Septembre 2019 - Rédac chef: P. Le Scouëzec

Edito

Incompétence

En moins d'un an, N Decayeux, le président du MEDEF de la Somme, a coulé son entreprise WN, repreneur de Whirlpool à Amiens, malgré 12 millions d'aides ! Cela rappelle cette phrase d'un ancien secrétaire général de la CCI Picardie, parlant des responsables patronaux de la région : « vu la façon dont ils gèrent leurs affaires, pas étonnant que l'économie picarde aille si mal ! ».

Il est vrai que N Decayeux s'ajoute à une longue liste de responsables qui ont démontré leur incompétence dans la région. Il y a eu Guillaume Sarkozy, président national de l'Union des industries textiles, qui a fermé Tissage de Picardie à Villers-Bretonneux en 2005, J-Y Bloquert, patron du CNPF (ex-MEDEF) de Picardie, qui a mis Kindy à Moliens en redressement judiciaire en 2017, sauvée par des entrepreneurs plus dynamiques, J-C Parisot, oncle de Laurence, présidente nationale du MEDEF, qui a licencié des centaines de salariés et conduit à la fermeture de l'usine Sièges de France en 2009.

Autant d'exemples qui font perdre tout crédit au discours du MEDEF en Picardie qui, pourtant, continue à être relayé par certains médias !

Le chiffre du mois

4,2 %. C'est la part d'internes scolarisés dans les formations du second degré (collèges et lycées) à la rentrée 2018 en Picardie, soit 7090 élèves. Ce taux est supérieur à la moyenne nationale (3,6%) et situe la région au 14^{ème} rang des ex-régions françaises. C'est dans l'enseignement professionnel que les élèves ont le plus recours à l'internat.

Hausse de 50% des seniors picards en perte d'autonomie d'ici 2050

En 2015, en Picardie, 71100 seniors sont en perte d'autonomie, selon une définition large englobant à la fois les personnes en établissements et celles encore à leur domicile. Cela représente 15,6 % des 60 ans et plus de la région, un taux un peu supérieur à la moyenne nationale (15,3%).

Toutefois, cette proportion est très variable selon les départements de la région : elle est de 16,1 % dans la Somme et de 17,9 % dans l'Aisne mais seulement de 13,5 % dans l'Oise. Ce qui représente à chaque fois entre 23000 et 24000 personnes, compte tenu des poids démographiques différents des départements.

La part des seniors picards de 75 ans et plus vivant en institution (EHPA, EHPAD, USLD et ex logement-foyer) est de 9,6 % soit 17104 personnes. Ce taux est plus fort qu'au plan national (8,8%). Il s'explique par une implantation plus importante dans le sud picard d'établissements, qui accueillent une partie des personnes âgées d'Île-de-France. C'est pourquoi le pourcentage de seniors de 75 ans et plus vivant en institution est plus élevé dans l'Oise (9,9%) que dans l'Aisne (9,6%) ou dans la Somme (9,2%).

Si les tendances démographiques récentes se maintiennent et l'amélioration de l'état de santé se poursuit avec des gains d'espérance de vie sans incapacité, la Picardie compterait, en 2050, 16,7 % de personnes de 60 ans ou plus en perte d'autonomie, soit 1,1 point de plus en 35 ans, une évolution similaire au plan national (+1,1 point aussi).

Mais, compte tenu du vieillissement du pays, le nombre de seniors picards en perte d'autonomie en 2050 serait de... 108230. Soit une hausse de 52,3 % par rapport à 2015, alors que la population totale de la région n'augmenterait que de 4.9 % sur cette période !

Par conséquent, plus qu'ailleurs, la Picardie va devoir ouvrir massivement des places en EHPAD mais aussi développer une véritable politique de maintien à domicile, avec des services à la personne, tant médicaux que sociaux. Et cela se fera peut-être dans le contexte promis par Macron de retraite plus tardive et moins élevée pour les proches aidants qui, de fait, apporteront plus difficilement leur soutien aux personnes dépendantes.

Les médias parlent souvent de cette société du vieillissement qui se profile comme d'une période de la « silver économie » reprenant le langage des grands groupes financiers, qui y voient une nouvelle source de profits et non de bien-être pour les seniors. C'est oublié que, si l'on n'y met pas les moyens, le niveau de vie de nos anciens pourrait alors se dégrader, tout comme aujourd'hui cela se produit pour nos plus jeunes.

L'apprentissage, une formation de plus en plus pour l'enseignement supérieur

On comptait fin 2018, 11 818 apprentis en Picardie, soit 300 de plus qu'en début d'année. Cette hausse de 2,6 % reste inférieure à celle du pays (+4,2 % en 2018) même si elle est plus forte que celle des Hauts-de-France (+1,7%). Elle résulte uniquement de la progression des apprentis dans l'enseignement supérieur de 7,9 % (+8,1 % en France). Ils représentent désormais 37,8 % du total. Dans le même temps, les effectifs postulant pour un diplôme inférieur ou égal au baccalauréat continuent à diminuer (-0,3%).

L'une des raisons, outre l'allongement des études, est que, contrairement aux idées reçues, les taux de réussite aux examens dans le secondaire sont meilleurs pour les scolaires que pour les apprentis. À la session 2018, ceux des scolaires sont supérieurs de 1,6 point pour le CAP, de 4,8 points pour le BTS et inférieur de 1,6 point pour le bac professionnel.

Faibles retours en emploi des chômeurs

En Picardie, au cours du premier trimestre 2019, 29003 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi, n'ayant pas ou peu travaillé dans le mois précédant la reprise (catégories A ou B), ont accédé à un emploi d'un mois ou plus. En rapportant ces demandeurs au total des demandeurs de catégorie A ou B sur la même période, on obtient le taux de retour à l'emploi. C'est un indicateur de la vigueur du recrutement.

Avec un taux de 7,1 % dans la région, cet indicateur confirme la difficulté de retrouver un emploi en Picardie, même précaire, puisqu'il se situe en dessous de la moyenne nationale (7,7%) et derrière celui de toutes les régions actuelles. De plus, il est très différent selon les départements. Le taux est de 8,1 % dans l'Oise, mais il est très faible dans la Somme (6,7%) et l'Aisne (6,2%), avec un résultat inférieur à 6 % dans tout le nord du département (5,4 % dans le bassin d'emploi d'Hirson).

Ces chiffres montrent donc à nouveau l'écart existant entre la baisse « officielle » du chômage, et les mauvais indicateurs de « terrain », comme la faiblesse de retour en emploi. **Pas étonnant pourtant quand on sait que le nombre d'emplois diminue dans la région ! Cela infirme aussi les prétendues difficultés de recrutement !**

=====

Peu d'emplois « verts »

En 2016, 6350 personnes occupaient un emploi « vert » en Picardie, c'est-à-dire travaillaient dans une entreprise qui produit des biens et services capables de prévenir, limiter ou corriger les impacts environnementaux. Cela représente 1 % de l'ensemble des emplois de la région et 3 % des effectifs « verts » de la France. Elles exercent leur activité principalement dans la collecte des déchets non dangereux (22,8 % des postes des éco-activités picardes), dans le traitement et distribution d'eau (22,5%) et la récupération de déchets triés (15,5%).

Minima sociaux

Baisse moins rapide qu'au plan national

Fin 2016, 121100 Picards perçoivent l'un des dix minima sociaux existant en France. Le nombre d'allocataires a baissé de 0,7% en un an, moins vite cependant qu'au plan national (-1,8%). D'ailleurs, cette baisse n'efface pas la hausse observée en 2015 (+1,0%) et la croissance depuis 2008 reste importante : +26,7%. Au niveau des départements, le nombre des allocataires a même augmenté en 2016 dans l'Oise. C'est d'ailleurs là que la hausse est la plus importante depuis 2008 (+30,2%). La crise de 2008 a eu aussi un impact fort dans la Somme avec 27,8% de personnes aux minima sociaux en plus sur la période, même si la tendance s'inverse en 2016 (-1,7%). Le reflux est moins net dans l'Aisne (-0,7%) et la croissance depuis 2008 aussi plus faible (+22,0%), indiquant que 2008 a finalement eu moins d'effet car la situation y était déjà très dégradée avant la crise.

Ce recul du nombre de bénéficiaires en Picardie tient à l'évolution du RSA (revenu de solidarité active). Fin 2016, 54670 personnes le touchait, soit 3,2% de moins en un an, une baisse là encore inférieure à celle observée en France (-4,3%). Elle se prolonge en 2017 mais de façon très ralentie (-0,7% en Picardie). Les allocataires du RSA représentent 4,5% de la population âgée entre 15 et 64 ans (4,4% au plan national), une part qui n'est que de 3,7% dans l'Oise contre 5,0% et 5,2% dans la Somme et l'Aisne.

L'ASS (allocation de solidarité spécifique), versée aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage, est aussi en diminution sensible. Ses bénéficiaires ont ainsi décliné de 3,7% en 2016 dans la région (-3,9% en France).

En revanche, les allocataires de l'allocation adulte handicapé (AAH) continuent de progresser régulièrement en Picardie (+1,7% en 2016 et +0,8% en 2015), même s'ils semblent stabilisés dans l'Aisne depuis 2 ans (respectivement +0,2% et -0,4%)

=====

La prime d'activité bénéficie de l'effet « Gilets jaunes »

Versée par les CAF, la prime d'activité (PA) remplace depuis le 1er janvier 2016 le RSA « Activité » et la Prime pour l'emploi. Elle était destinée à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes. En Picardie au premier trimestre 2019, 260 325 habitants, soit 13,5 % de la population régionale, appartenaient à un foyer la touchant, les ressources de l'ensemble des membres du foyer servant de base pour l'attribuer et la calculer. Mais, alors qu'elle stagnait jusqu'alors, depuis le début le 3^{ème} trimestre 2018, la population couverte par la prime d'activité a augmenté de 42,3 % dans la région. C'est 78200 bénéficiaires de plus en 6 mois. La hausse est de 47,7 % dans l'Oise, +40,7 % dans la Somme et +39,6 % dans l'Aisne. Mais c'est dans l'Aisne que la part de la population bénéficiant de la prime est la plus importante (14,9%) devant la Somme (14,2%) et l'Oise (12,0%). Cette croissance résulte du mouvement des Gilets jaunes, qui a obligé E Macron à faire un (petit) geste pour le pouvoir d'achat des plus modestes.

Population bénéficiant de la prime d'activité

